

EXTRAIT

N° 2022 - 182

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice

67

Présents

57

Votants

63

Dont 6 procurations

L'an deux mille vingt deux le : Jeudi 3 Novembre à 18 H 30
le Conseil Communautaire dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la Salle Sydney Bechet à Saint
Honoré les Bains, sous la Présidence de M. Serge CAILLOT,
Président.

Date de convocation : 27 Octobre 2022

Etaient présents :

- Achun : Denis LARUE
- Alluy : Patrice BONNET
- Aunay en Bazois : Patrick CHAUSSAT
- Avrée : /
- Biches : Denise PERRET
- Brinay : Pierre TISSIER-MARLOT
- Cercy-la-Tour : Sébastien DESCREAUX,
Alain REININGER, Caroline MARCEAU,
Jean-Michel AGEZ, Monique BERNARD,
Marie-Laure PARMENTIER, Michel MULOT.
- Charrin : Serge CAILLOT
Hervé GARCON
- Châtillon-en-Bazois : Michel MARIE
Jean-Christophe SAVE
- Chiddes : Bernadette MADINSKI
- Chougny : Thierry LAPORTE
- Dun sur Grandry : Christiane MAURY-JOSSERAND
- Fléty : Romain COUGNY
- Fours : David BONGARD
Frédéric LEMOINE
- Isenay : Pascal PETIT
- La Nocle-Maulaix : Pascal PERRIN
- Lanty : Annick BERTRAND
- Larochemillay : Nathalie MICHON
- Limanton : Marie-Agnès MICHOT
- Luzy : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN,
Olivier FAURE,
Thierry DESCOURS.

OBJET :

ASSURANCE :

NOUVELLE
CONSULTATION POUR
L'ASSURANCE DU
PERSONNEL



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 24/11/2022

Publié ou notifié
le : 24/11/2022

Envoyé en préfecture le 24/11/2022

Reçu en préfecture le 24/11/2022

Publié le

ID : 058-200067882-20221103-2022_CC_182-DE

.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : Christian POUCHELET
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron** : Patrick BERTIN
- **Mont et Marré** : Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoïn MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER,
Jean-Paul LAMBOURG, Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : Michel DURAND
- **Poil** : /
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : Jean-Paul MARGERIN
- **Saint Gratien Savigny** : **Philippe SAYET Supplée Jean-Paul REVERDIAU**
- **Saint Hilaire Fontaine**: Claude ROYÉ

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol** : /
- **Semelay** : /
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : Christian SIMONET
- **Tazilly** : Pascal GUERIN
- **Ternant** : Olivier FOREST
- **Thaix** : David JOYEUX
- **Tintury** : Pascale CHAMARD
- **Vandenesse** : Yves PERRAUDIN
- **Villapourçon** : /

Procurations de :

- 1 – Mme Floor NUSINK à M. Gilles GONIN
- 2 – Mme Sophie CLERGEOT à M. Olivier FAURE
- 3 – Mme Florence CHANDIOUX à Mme Jocelyne GUERIN
- 4 - Mme Christine MASCARELLO à M. Jean-Christophe SAVE
- 5 - M. Georges CHATEAU à Mme Annick BERTRAND
- 6 - M. Bernard LEBLANC à M. Pascal PERRIN

ASSURANCE : NOUVELLE CONSULTATION

POUR L'ASSURANCE DU PERSONNEL

Monsieur le Président explique que suite à la consultation sous forme d'appel à concurrence, la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan a retenu GROUPAMA/CIGAC comme assureur de la prévoyance des salaires et charges de personnel de la CCBLM pour un marché de 3 ans, du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2023.

Concrètement, la CCBLM cotise à l'assureur sur la totalité de la masse salariale, et ensuite, **en cas d'arrêt maladie supérieur à 10 jours**, perçoit soit le remboursement de son traitement indiciaire et charges patronales pour les agents titulaires soit la différence entre les coûts du personnel absent et les indemnités journalières perçues par l'assurance maladie pour les agents contractuels.

Il s'agit d'une forme d'assurance, qui n'a aucun impact sur le personnel, mais a un impact sur les finances de la collectivité.

Cette assurance n'est absolument pas obligatoire, mais facultative, et son intérêt dépend du rapport entre les cotisations d'une part, et les versements d'autre part.

Nous avons reçu de la part du CIGAC une lettre datée du 28 juillet 2022, nous informant de manière unilatérale d'une double augmentation :

- Une augmentation du capital décès, qui est fixé par le CIGAC à 0.27 % de la masse salariale, qui applique une nouvelle réglementation dans ce domaine.

- Une augmentation des taux de cotisations pour les agents relevant de la CNRACL, passant de 7.13 % à 7.54 %, capital décès inclus, et pour les agents relevant de l'IRCANTEC, passant de 1.30 % à 1.36 %

Au total, l'impact est important, et peut se situer à environ + 0.23 points, soit environ 5.5 %, ce qui représente environ 4 500 € par an.

Le CIGAC en nous proposant cette hausse unilatérale, étant conscient que le marché a été signé pour 3 années sans indice d'actualisation, indique une résiliation du contrat à compter du 31 décembre prochain.

En théorie, et après vérification auprès de notre cabinet d'expertise juridique, le CIGAC doit appliquer les termes du marché, les contingences de sa gestion ne pouvant prédominer sur les clauses du contrat.

Néanmoins, cette situation nous a invité à réaliser une évaluation objective des avantages et inconvénients du contrat en cours, afin d'examiner s'il est dans notre intérêt de valider cette résiliation.

Nous avons donc, à partir du grand livre comptable, repris l'ensemble des cotisations versées au CIGAC, d'une part, et l'ensemble des remboursements perçus, d'autre part, pour les périodes allant du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021, d'une part, et du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022, d'autre part, périodes échues.

Envoyé en préfecture le 24/11/2022

Reçu en préfecture le 24/11/2022

Publié le



ID : 058-200067882-20221103-2022_CC_182-DE

Envoyé en préfecture le 24/11/2022

Reçu en préfecture le 24/11/2022

Publié le



ID : 058-200067882-20221103-2022_CC_182-DE

Total recettes	45 378,40 €
----------------	-------------

Année	Dépenses
2021	
1er semestre	41 648,30 €
2ème semestre	34 215,34 €
Régul	7 307,42 €
Total	83 171,06 €

Solde 2021	- 37 792,66 €
-------------------	----------------------

Conclusion année 2021 : Le solde entrée sorties révèle un déficit pour la collectivité de 37 792.66 €.

1^{er} semestre 2022 :

Année	Dépenses
2022	
1er semestre	34 613,97 €

Solde	- 14 232,79 € (*)
-------	----------------------

Total 18 mois	
Dépenses	117 785,03 €
Recettes	65 759,58 €
Solde	- 52 025,45 €

(*) Une somme évaluée à environ 10 000 € doit être perçue suite à des difficultés administratives sur le dossier d'un agent, ce qui, dans ce cas, réduirait le déficit du 1^{er} semestre à – 4 000 € environ.

Conclusion : Pour le 1^{er} semestre 2022, le solde est encore négatif, à hauteur de – 14 232.79 € (avec environ – 4 000 € voir plus haut).

Pour les 18 mois, le solde est négatif à hauteur de 52 025.45 € (42 000 € voir plus haut);

La collectivité a pourtant été touchée de manière relativement importante, par rapport à d'autres années, par des arrêts maladie.

Cependant, le système de prévoyance semble coûteux. Peut-être que notre collectivité a relativement moins d'arrêt que la moyenne des collectivités, mais aussi, que le CIGAC prévoit des marges importantes à son profit.

Il a été présenté à la commission d'appel d'offres du 20 septembre 2022 l'hypothèse d'un arrêt pur et simple du contrat prévoyance. Dans cette hypothèse, en étant notre propre assureur de prévoyance, les cotisations non versées (environ 85 000 € par an avec l'augmentation) pourraient servir de provisions, en partie pour le remplacement des personnels.

Lors de la commission d'appel d'offres, il a été cependant proposé de limiter les risques d'ampleur, et donc d'organiser une nouvelle consultation en retenant les garanties les plus lourdes, ce qui permettrait de faire diminuer les primes, le remplacement de personnel de court terme n'étant pas toujours effectifs, hors services techniques :

- Maladies ordinaires avec une franchise de 90 jours (avec une option à 30 jours) contre 10 jours actuellement

Et les autres garanties actuelles, soit :

- Accidents du travail sans franchise
- Congés maternité et paternité sans franchise
- Congés de longue maladie, grave maladie, congés de longue durée, longue maladie, sans franchise
- Assurance décès

Un document de consultation des entreprises a été préparé par le Pôle juridique et marchés. Celle aurait lieu en novembre, pour une remise des offres à la toute fin novembre, et une décision du Conseil Communautaire en décembre après avis de la commission d'appel d'offres.

Le contrat serait basé sur la seule année 2023, l'ensemble des contrats d'assurance actuels prenant fin le 31 décembre 2023, et ayant vocation à faire l'objet d'une nouvelle consultation.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité, approuve le lancement de la consultation des entreprises pour un contrat d'assurance du personnel.

Envoyé en préfecture le 24/11/2022

Reçu en préfecture le 24/11/2022

Publié le

ID : 058-200067882-20221103-2022_CC_182-DE

SLO

**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 3 Novembre 2022**



**Le Président,
Serge CAILLOT.**